

La France prête à quitter l'accord de Paris sur le Climat?

Ref. : ZN/LJ/25034

Paris, le 22 janvier 2025

Alors que le nouveau président américain Donald Trump vient de signer un décret officialisant le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat, le gouvernement de François Bayrou semble suivre une trajectoire assez proche en préparant des coupes budgétaires historiques pour le ministère de la Transition écologique dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) 2025.

Un nouveau rabot de 575 millions d'euros a été déposé par le gouvernement avant l'examen des crédits de la mission devant les sénateurs en début de semaine. Ces annulations de crédits touchent des domaines cruciaux pour la transition écologique :

Biodiversité : -30 millions d'euros

Infrastructures de transport : -48 millions d'euros

Prévention des risques : -42 millions d'euros

Une facture encore largement aggravée par les amendements adoptés par les Sénateurs en séance, portant ainsi à près d'1 milliard d'euros la baisse du budget consacré à l'écologie en intégrant l'ensemble des postes budgétaires (au delà des 3 pré-cités, les affaires maritimes, l'expertise/information géographique et météorologie, l'énergie/climat...).

Certaines coupes étaient déjà prévues, comme la baisse de 100 millions d'euros de crédits de paiement pour le Fonds vert et la réduction du bonus écologique pour les voitures électriques, permettant à l'État d'économiser 175 millions d'euros. Le dispositif MaPrimRénov' serait également amputé de 700 millions d'euros.

Une politique en total décalage avec l'urgence climatique

Le budget du ministère de la Transition écologique serait en conséquence en baisse d'un milliard d'euros par rapport à l'exécution 2024. Une régression que la ministre Agnès Pannier-Runacher justifie par le fait que son ministère repose principalement sur des crédits d'intervention, plus aisément compressibles. Pendant ce temps, la France observe une hausse de +0,5 % de ses émissions de gaz à effet de serre entre juillet et septembre 2024, une tendance qui pourrait s'aggraver avec ces nouvelles restrictions budgétaires.

FEETS FO

Fédération de l'Equipment, de l'Environnement, des Transports et des Services **FORCE OUVRIÈRE**
46 rue des petites écuries 75010 Paris



✉ contact@feetsfo.fr

💻 www.feetsfo.fr

📞 01 44 83 86 20

📠 01 48 24 38 32



Des médailles plutôt que des moyens

Face à ces coupes drastiques, le gouvernement tente de sauver les apparences avec la remise de distinctions honorifiques à des personnalités engagées pour la cause climatique. Une maigre consolation pour les agents du ministère, qui voient leurs missions et la crédibilité de leur action sapées par un manque criant de moyens et une stigmatisation entretenue au plus haut niveau de l'État. Pour les agents, pas de médaille, pas d'augmentation de salaires non plus !

Un avenir compromis pour les agences de l'État

Les agences de l'État chargées de la transition écologique sont en première ligne. L'Office français de la biodiversité (OFB), déjà attaqué par certains syndicats agricoles et livré en pâture par le Premier ministre, subit de plein fouet ces restrictions comme les autres opérateurs du ministère de l'Ecologie déjà victimes de plans socieux en cascade (Météo-France, CEREMA, VNF, IGN,...). L'ADEME doit elle faire face à un réel pugilat politique que le populisme trumpiste ne renierait pas...

La FEETS-FO dénonce un démantèlement programmé

Pour la FEETS-FO, ces choix budgétaires sont un désengagement clair de l'État en matière d'écologie. Les agents du ministère et des agences concernées ne peuvent que constater l'ampleur des sacrifices imposés, au mépris des engagements internationaux de la France en matière de lutte contre le changement climatique.

La FEETS-FO exige un changement de cap et la construction d'un PLF 2025 à la hauteur des enjeux climatiques et environnementaux, afin d'éviter que la France ne suive l'exemple américain en tournant le dos à ses responsabilités internationales.

